

- 9° comment, à la fin de la prestation de services, il traite la documentation concernant un enfant;
- 10° comment il sélectionne les familles d'accueil et comment il en informe les candidates familles d'accueil;
- 11° comment il organise la formation de base pour et la formation des familles d'accueil;
- 12° comment il organise l'encadrement des familles d'accueil et note les aspects pertinents y afférents par famille et par enfant;
- 13° comment il évalue périodiquement le fonctionnement individuel de la famille d'accueil.

Art. 8. § 1^{er}. Le service définit les mesures prises au sujet de l'évaluation, l'analyse et l'amélioration de la prestation des services. A cette fin, le service définit comment il :

- 1° évalue annuellement le fonctionnement entier. En outre, le service vérifie au moins si les objectifs formulés sont réalisés;
- 2° vérifie si les processus se déroulent comme prévu;
- 3° enregistre des plaintes, les traite efficacement et les répond dans un délai raisonnable;
- 4° vérifie régulièrement la satisfaction des parents, des enfants et des collaborateurs.

§ 2. Le service corrige son fonctionnement sur la base d'une analyse des résultats des évaluations mentionnées au § 1^{er}, 1° à 4° inclus.

CHAPITRE V. — *Manuel de la qualité*

Art. 9. § 1^{er}. Le service regroupe dans le manuel de la qualité toute l'information pertinente concernant la politique de qualité, sa mission, ses valeurs et sa vision au sujet du groupe cible et les fonctions qu'elle assume à l'égard de ce groupe cible, sa planification et son système de la qualité.

§ 2. En composant le manuel de la qualité, le service tient compte des dispositions des articles 2 à 8 inclus.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Bruxelles, le 12 juin 2001.

Mme M. VOGELS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 1978

[C — 2001/29287]

27 JUIN 2001. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant, pour l'exercice 2001-2002, certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 novembre 1991 et 30 avril 1993, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 11 janvier 1995 et 28 août 1995, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 octobre 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 4 février 1997, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 29 avril 1999 et 8 juin 1999;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 28 octobre 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 mai 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mai 2001;

Vu le protocole de négociation du 13 juin 2001 du Comité du secteur IX;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'avis annonçant les emplois vacants au sein des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française doit être inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'octobre 2001 et que la Commission de réaffectation doit se réunir dans le courant du mois de novembre 2001;

Qu'il est dès lors nécessaire d'aménager les dispositions statutaires afin de permettre une réaffectation optimale des membres du personnel technique concernés;

Considérant, par ailleurs, qu'il convient de faire coïncider les vacances de ce même personnel technique avec le calendrier scolaire en vigueur durant l'année scolaire 2001-2002, et qu'il importe de permettre à ce personnel d'en être informé avant la rentrée scolaire 2001-2002;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 2001,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications à l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial*

Article 1^{er}. Dans l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, les termes « pendant le mois au cours duquel a lieu le dernier tour de réaffectation et de mutation » sont remplacés par les termes « au cours du mois d'avril ».

Art. 2. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « introduites annuellement, sans interruption, pour une désignation temporaire, dans la fonction à conférer » sont remplacés par les termes « à une désignation à titre temporaire introduite pour la fonction sollicitée, dans le respect des conditions prescrites par l'article 14 du présent arrêté ».

Art. 3. Dans l'article 82 du même arrêté, les termes « par réaffectation ou par mutation » sont remplacés par les termes « d'abord par réaffectation, ensuite par mutation ».

Art. 4. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre IX du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IX. — *De la réaffectation, du rappel provisoire à l'activité de service et de la mutation* »

§ 2. Les articles 95bis à 116 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 96. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° réaffectation : attribution à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé;

2° rappel provisoire à l'activité de service : attribution temporaire à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé ou qui lui a donné accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé;

3° mutation : transfert, à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, d'un membre du personnel technique affecté dans un centre vers un autre centre.

Article 97. Une commission de réaffectation est créée au sein du Ministère de la Communauté française. Cette commission est composée :

1° d'un président choisi parmi les fonctionnaires du Ministère, titulaires du grade de directeur général adjoint au moins;

2° de deux membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, compétents en matière de gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

3° de trois membres désignés sur proposition des organisations syndicales représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française affiliés à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national de travail, chaque organisation disposant d'au moins un représentant;

4° d'un délégué du Ministre ayant la gestion des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant.

La Commission est assistée d'un(e) secrétaire choisi(e) parmi les fonctionnaires du Ministère.

Article 98. Le Ministre ayant la gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions nomme le président, les membres fonctionnaires et son délégué.

Il nomme également, sur proposition des organisations syndicales visés à l'article 97, 3°, les membres représentant ces organisations.

Le (la) secrétaire est désigné(e) par le Ministre sur proposition du président.

La Commission peut se faire assister de techniciens n'ayant pas voix délibérative.

Elle fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis au Ministre pour approbation.

Article 99. Le mandat des membres de la commission de réaffectation n'est pas rémunéré. Ils ont droit au remboursement des frais de déplacement en première classe afin de se rendre aux réunions ainsi qu'au remboursement des frais de séjour.

Article 100. § 1^{er}. Dans le courant du mois de novembre 2001, la Commission de réaffectation se réunit et propose la réaffectation des membres du personnel technique dans les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre 2001.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 2002.

Si le membre du personnel technique a été rappelé à l'activité de service dans un emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rémunéré, il ne prend ses fonctions dans le centre où il est réaffecté qu'au 1^{er} septembre 2002.

§ 2. Ensuite, dans le courant du mois de novembre 2001, la Commission de réaffectation examine et propose la réaffectation des membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi au 1^{er} septembre 2001 dans les emplois qui peuvent être libérés conformément aux dispositions de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 2, alinéa 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 2002.

Article 101. § 1^{er}. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, être mis en disponibilité pour convenance personnelle.

§ 2. La durée de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, servant de base de calcul du traitement d'attente fixé à l'article 184, est suspendue pendant la période de rappel provisoire à l'activité de service.

Section II. — De la réaffectation

Article 102. Les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre 2001 sont portés par le Ministre à la connaissance des membres du personnel technique qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans les centres au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'octobre 2001.

Cet avis mentionne que les emplois pourront être attribués par réaffectation aux membres du personnel technique stagiaires ou nommés à titre définitif qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la fonction à conférer.

Cet avis invite les membres du personnel technique, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de réaffectation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 103. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 102 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de la publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 104. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 105. Le Ministre réaffecte le membre du personnel technique qui n'a pas introduit de demande de réaffectation dans l'un des emplois vacants non obtenus par les membres du personnel technique qui ont introduit une ou plusieurs demande(s) de réaffectation dans la forme et le délai fixés.

Section III. — Du rappel provisoire à l'activité de service

Article 106. Tout membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Ministre qui peut le rappeler provisoirement à l'activité de service :

1° avant toute désignation de temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le second groupe;

3° enfin, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le premier groupe, dans l'ordre inverse de leur classement.

Article 107. Lorsque le Ministre est amené à conférer temporairement un emploi dans une fonction de promotion, il donne la priorité au rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité dans ladite fonction, puis au membre du personnel qui remplit les conditions prévues à l'article 85, 1 à 3, du présent arrêté et qui est à même d'occuper immédiatement et effectivement ladite fonction.

Article 108. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé, conformément aux dispositions de l'article 106 du présent arrêté.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} reste à la disposition du Ministre pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé.

Le membre du personnel technique, ainsi rappelé provisoirement à l'activité de service, garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Section IV. — De la mutation

Article 109. Les emplois restant définitivement vacants après les opérations de réaffectation, sont portés, par le Ministre, à la connaissance des membres du personnel nommés à titre définitif au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de février 2002.

Cet avis mentionne que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif, titulaires de la fonction de recrutement dont l'emploi est à conférer et qui ont reçu au moins la mention « satisfait » au dernier bulletin de signalement ou titulaires de la fonction de promotion dont l'emploi est à conférer et qui sont nommés dans ladite fonction de promotion depuis trois ans au moins.

L'avis invite les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation.

Cet avis invite également les membres du personnel technique visés à l'alinéa 2 du présent article, désireux d'obtenir une mutation dans un emploi devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour, à introduire une demande de mutation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 110. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 109 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de la publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 111. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 112. Seules les demandes introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 109 sont prises en considération.

Article 113. Tout emploi de la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif, devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations, est porté, par lettre-circulaire, à la connaissance des membres du personnel technique qui ont introduit une demande de mutation conformément aux dispositions de l'article 109, alinéa 4, du présent arrêté, et qui n'ont pas obtenu une mutation lors de ce premier tour.

Cette lettre-circulaire leur est adressée sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel intéressés par l'emploi à conférer, à introduire leur demande à l'adresse indiquée, dans le délai de huit jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Article 114. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres de la Communauté française, acquise à la date du 1^{er} septembre de l'année de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres de la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Article 115. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans une fonction du personnel technique;

2. la durée de ces services rendus dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes est égale au nombre de jours prestés comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris toutes les absences assimilées à une période d'activité de service, englobées dans ces périodes ininterrompues d'activité de service;

3. sont également admissibles :

a) les absences en tant que membre temporaire du personnel technique obtenues conformément à l'article 170 du présent arrêté, si elles sont englobées dans les périodes d'activité ininterrompue;

b) les périodes pendant lesquelles le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie;

4. trente jours forment un mois;

5. les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui compte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes, le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes étant réduit de moitié.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans la fonction dont l'emploi est à conférer;

2. les dispositions du § 1^{er}, 2 à 5 sont applicables.

Article 116. Le Ministre confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif au membre du personnel technique qui occupe la première place du classement visé à l'article 114, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 111.

Le Ministre peut déroger à la règle de l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne la mutation dans un emploi d'une fonction de promotion. Dans ce cas, le Ministre formule sa décision en reprenant les motifs qui la justifient.

Les décisions de mutation produisent leurs effets à la date du 1^{er} septembre 2002. »

§ 3. Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l'article 117, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993;

2° la section 5, comprenant les articles 118 à 128, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 29 avril 1999;

3° la section 6, comprenant l'article 129 modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996.

Art. 5. Dans l'article 183, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, les termes « dans un emploi vacant » sont remplacés par les termes « dans un emploi définitivement ou temporairement vacant ».

Art. 6. A l'article 183^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est abrogé;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les dispositions de l'article 115 sont applicables pour le calcul des anciennetés de service et de fonction visées aux §§ 1^{er} et 2.

Les anciennetés sont fixées à la date à laquelle la mise en disponibilité est prononcée. »

Art. 7. Dans l'article 184, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « à son traitement d'activité » sont remplacés par les termes « à son dernier traitement d'activité ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

Art. 8. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 octobre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Les membres du personnel, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

a) Congé de Toussaint : du lundi 29 octobre 2001 au vendredi 2 novembre 2001 inclus;

b) Vacances de Noël : du lundi 24 décembre 2001 au vendredi 4 janvier 2002 inclus;

c) Congé de Carnaval : du lundi 11 février 2002 au vendredi 15 février 2002 inclus;

d) Vacances de Pâques : du lundi 1^{er} avril 2002 au vendredi 12 avril 2002 inclus;

e) Vacances d'été : les périodes de vacances d'été sont fixées comme suit, compte tenu du fait que pendant lesdites vacances, les centres psycho-médico-sociaux doivent, par l'organisation de permanences clairement signalées aux consultants, assurer aux jeunes et aux familles la fonction ou mission de conseil en matière d'orientation scolaire et professionnelle :

— pour les directeurs et les membres du service d'inspection : du 6 juillet 2002 au 15 août 2002 inclus;

— pour les autres membres du personnel : soit du 1^{er} juillet 2002 au 16 août 2002 inclus, soit du 8 juillet 2002 au 23 août 2002 inclus

f) Congés divers :

— les samedis et dimanches;

— le 27 septembre;

— les 1^{er}, 2 et 11 novembre;

— le lundi de Pâques;

— le 1^{er} mai;

— le jour de l'Ascension;

— le lundi de Pentecôte. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001 et cessera d'être en vigueur le 31 août 2002.

Art. 10. Le Ministre ayant les Statuts des personnels de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et du Sport,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 1978

[C — 2001/29287]

27 JUNI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging, voor het dienstjaar 2001-2002, van sommige bepalingen van het administratief statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 73 van 20 juli 1982 en nr. 226 van 7 december 1983, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1991 en 30 april 1993, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 januari 1995 en 28 augustus 1995, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 4 februari 1997, bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 april 1999 en 8 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectie-diensten, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 28 oktober 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 mei 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 mei 2001;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 juni 2001 van het Sectorcomité IX;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het advies waarin de vacante betrekkingen in de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden aangekondigd, in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van oktober 2001 moet verschijnen en dat de Commissie voor reffectatie in de loop van november 2001 moet samengeroepen worden;

Dat het bijgevolg nodig is de statutaire bepalingen aan te passen ten einde een optimale reffectatie van de betrokken leden van het technisch personeel mogelijk te maken;

Overwegende anderzijds dat het past de verlofdagen van ditzelfde technisch personeel te doen samenvallen met het schoolkalender in toepassing tijdens het schooljaar 2001-2002, en dat dit personeel vóór het schoolbegin 2001-2002 ervan op de hoogte dient te worden gesteld;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs

Artikel 1. In artikel 26, lid 2 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs worden de woorden « tijdens de maand waarin de laatste beurt inzake reffectatie en overplaatsing plaats grijpt » vervangen door de woorden « tijdens de maand april ».

Art. 2. In artikel 29, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « jaarlijks ingevoerd, zonder onderbreking, voor een tijdelijke aanstelling, in het te begeben ambt » vervangen door de woorden « voor een tijdelijke aanstelling, ingevoerd voor het aangevraagd ambt, in naleving van de voorwaarden voorgeschreven bij artikel 14 van dit besluit ».

Art. 3. In artikel 82 van hetzelfde besluit worden de woorden « bij reffectatie of overplaatsing » vervangen door de woorden "eerst bij reffectatie, daarna bij overplaatsing".

Art. 4. § 1. Het opschrift van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, wordt vervangen door het volgende opschrift :

HOOFDSTUK IX. *De reffectatie, de voorlopige terugroeping in actieve dienst en de overplaatsing* »

§ 2. De artikelen 95 bis tot 116 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« *Afdeling 1. — Algemene bepalingen.*

Artikel 96. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° reffectatie : toekenning aan een personeelslid in disponibiliteit gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een definitief vacante betrekking van het ambt waarin hij benoemd is;

2° voorlopige terugroeping in actieve dienst : voorlopige toekenning aan een personeelslid in disponibiliteit gesteld bij ontstentenis van betrekking, van een betrekking van het ambt waarin hij is benoemd of die hem toegang hebben gegeven tot het bevorderingsambt waarin hij benoemd is;

3° overplaatsing : definitieve overdracht van een in een centrum ingedeeld personeelslid naar een ander centrum in een definitief vacante betrekking van het ambt waarin hij benoemd is.

Artikel 97. Er wordt een commissie voor reffectatie opgericht bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Deze commissie bestaat uit :

1° een voorzitter gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie die ten minste de graad van adjunct-directeur-generaal bekleden;

2° twee leden gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie die bevoegd zijn inzake personeelsbeheer van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

3° drie leden aangesteld op de voordracht van de vakbonden die de leerkrachten en de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap aangesloten bij vakverenigingen die in de Nationale Arbeidsraad zetelen, waarin elke organisatie ten minste een vertegenwoordiger telt;

4° een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap behoort.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervanger aangesteld.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

Artikel 98. De Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap behoort benoemt de voorzitter, de leden ambtenaren en zijn gemachtigde.

Hij benoemt eveneens, op de voordracht van de bij artikel 97, 3° bedoelde vakorganisaties, de leden die deze organisaties vertegenwoordigen;

De secretaris wordt aangesteld door de Minister op de voordracht van de voorzitter.

De Commissie mag zich laten bijstaan door niet stemgerechtigde technici.

Zij stelt haar huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd.

Artikel 99. Het mandaat van de leden van de commissie voor reffectatie is niet bezoldigd. Zij hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten in eerste klasse om zich naar de vergaderingen te begeven alsook op de terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 100. § 1. In de loop van de maand november 2001, vergadert de Commissie voor reffectatie en stelt zij de reffectatie voor van de leden van het technisch personeel in betrekkingen die op 1 september 2001 definitief vakant verklaard zijn.

Zij stuurt haar voorstellen voor beslissing naar de Minister door.

De beslissingen over de reffectaties die voorgesteld worden overeenkomstig dit artikel, § 1, hebben uiterlijk op 1 januari 2002 uitwerking.

Indien het lid van het technisch personeel in dienstactiviteit teruggeroepen werd in een betrekking die ten minste de drie vierde van de periodes omvat waarvoor het bezoldigd is, neemt hij slechts op 1 september 2002 zijn ambt waar in het centrum waar hij gereffecteerd is.

§ 2. Daarna onderzoekt de Commissie voor reffectatie in de loop van november 2001 en stelt zij voor de leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking op 1 september 2001 te reffecteren in de betrekkingen die kunnen vrijgemaakt worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verlofdagen voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Zij stuurt haar voorstellen voor beslissing naar de Minister door.

De beslissingen over de reffectaties die voorgesteld worden overeenkomstig dit artikel, § 2, lid 1 hebben uiterlijk op 1 januari 2002 uitwerking.

Artikel 101. § 1. Ieder personeelslid in disponibiteit gesteld bij ontstentenis van betrekking mag op zijn verzoek in disponibiteit gesteld worden voor persoonlijke aangelegenheden.

§ 2. De duur van de indisponibiteitstelling bij ontstentenis van betrekking, die als basis dient voor de berekening van het bij artikel 184 bepaalde wachtgeld, wordt opgeheven tijdens de periodes van tijdelijke terugroeping in dienstactiviteit.

Afdeling II. — De reffectatie

Artikel 102. De op 1 september 2001 definitief vacante betrekkingen worden via een advies, dat in de loop van oktober 2001 in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen wordt, door de Minister ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking in de centra.

Bij dit advies wordt medegedeeld dat de betrekkingen in het toe te kennen ambt bij reffectatie kunnen toegewezen worden aan de stagedoende of de vast benoemde leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking.

Bij dit advies worden de leden van het technisch personeel geïnteresseerd door de te begeven betrekkingen verzocht een aanvraag tot reffectatie in te dienen.

Het advies preciseert de vorm en de termijn waarbinnen de aanvragen moeten ingediend worden.

Artikel 103. De aanvragen dienen bij een ter post aangetekend schrijven gestuurd te worden naar het adres vermeld in het advies bedoeld bij artikel 102 van dit besluit.

De aanvragen moeten in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn worden ingediend.

De termijn mag nooit korter zijn dan 10 werkdagen. Hij begint te lopen de dag waarop het advies in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 104. Het lid van het technisch personeel dat een aanvraag voor verschillende betrekkingen indient, moet voor elke betrekking een afzonderlijke aanvraag indienen met eventuele vermelding van zijn voorkeur.

Artikel 105. De Minister reffecteert het lid van het technisch personeel dat geen aanvraag voor reffectatie heeft ingediend in een van de vacante betrekkingen die niet werden bekomen door de leden van het technisch personeel die in de bepaalde vorm en binnen de bepaalde termijn een of meer aanvragen voor reffectatie hebben ingediend.

Afdeling III. — De voorlopige terugroeping in dienstactiviteit

Artikel 106. Ieder personeelslid dat in disponibiteit werd gesteld bij ontstentenis van betrekking blijft ter beschikking van de Minister die hem voorlopig in dienstactiviteit kan terugroepen :

1° vóór elke aanstelling van een tijdelijke;

2° vervolgens, in de betrekkingen bekleed door de tijdelijken die in de tweede groep zijn gerangschikt;

3° tenslotte, in de betrekkingen bekleed door de tijdelijken die in de eerste groep zijn gerangschikt, in omgekeerde orde van hun rangschikking.

Artikel 107. Wanneer de Minister genoopt wordt een betrekking tijdelijk toe te kennen in een bevorderingsambt, kent hij prioriteit toe aan de voorlopige terugroeping in dienstactiviteit van een personeelslid in disponibiteit gesteld in bedoeld ambt, vervolgens aan het personeelslid dat beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij artikel 85, 1 tot 3 van dit besluit en dat bekwaam is onmiddellijk en efficiënt bedoeld ambt te bekleden.

Artikel 108. Het personeelslid in disponibiteit gesteld bij ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt mag voorlopig in dienstactiviteit worden teruggeroepen in een betrekking van het wervingsambt dat hem de toegang tot het bevorderingsambt waarin hij benoemd is, mogelijk heeft gemaakt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 106 van dit besluit.

Niettegenstaande deze voorlopige terugroeping in dienstactiviteit blijft het bij lid 1 bedoelde personeelslid ter beschikking van de Minister om in het ambt geaffecteerd te worden waarin het benoemd is.

Het lid van het technisch personeel dat aldus voorlopig in dienstactiviteit teruggeroepen wordt, behoudt het voordeel van de weddeschaal die hij ontving vooraleer hij bij ontstentenis van betrekking in disponibiteit werd gesteld.

Afdeling IV. — De overplaatsing

Artikel 109. De betrekkingen die definitief vakant blijven na de verrichtingen inzake reffectatie worden via een advies dat in de loop van februari 2002 in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen wordt, door de Minister ter kennis van de in vast verband benoemde personeelsleden gebracht.

In dit advies wordt vermeld dat de betrekkingen bij overplaatsing kunnen toegekend worden aan de vast benoemde leden die titularis zijn van het wervingsambt waarvan de betrekking te begeven is en die ten minste de vermelding "voldoende" hebben gekregen op hun laatste beoordelingsstaat of die titularis zijn van het bevorderingsambt waarvan de betrekking te begeven is en die sedert ten minste drie jaar benoemd zijn in bedoeld bevorderingsambt.

In het advies worden de personeelsleden die belang stellen in de te begeven betrekkingen verzocht een aanvraag tot overplaatsing in te dienen.

In dit advies worden de leden van het technisch personeel, bedoeld bij lid 2 van dit artikel die een overplaatsing naar een definitief vacante betrekking wensen te bekomen tengevolge van de overplaatsingen die in de eerste ronde werden uitgevoerd, eveneens verzocht een aanvraag voor overplaatsing in te dienen.

In het advies worden de vorm en de termijn nader bepaald waarbinnen de aanvragen moeten ingediend worden.

Artikel 110. De aanvragen dienen bij een ter post aangetekend schrijven gestuurd te worden naar het adres vermeld in het advies bedoeld bij artikel 109 van dit besluit.

De aanvragen moeten in de vastgestelde vorm en binnen de vastgestelde termijn worden ingediend.

De termijn mag nooit korter zijn dan 10 werkdagen. Hij begint te lopen de dag waarop het advies in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 111. Het lid van het technisch personeel dat een aanvraag voor verschillende betrekkingen indient, moet voor elke betrekking een afzonderlijke aanvraag indienen met eventuele vermelding van zijn voorkeur.

Artikel 112. Enkel de aanvragen ingediend naar de vorm en de termijn die bij het in artikel 109 bedoeld advies werden bepaald, komen in aanmerking.

Artikel 113. Elke betrekking van het ambt waarin zij in vast verband benoemd zijn en die definitief vakant is geworden ten gevolge van de overplaatsingen die uitgevoerd werden in de eerste ronde van de overplaatsingen, wordt per rondzendbrief ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die een aanvraag voor overplaatsing hebben ingediend, overeenkomstig de bepalingen van artikel 109, lid 4 van dit besluit en die tijdens die eerste ronde geen overplaatsing hebben bekomen.

Deze rondzendbrief wordt hen toegezonden bij een ter post aangetekend schrijven. Daarbij worden de betrokken personeelsleden die belang stellen in de te begeven betrekking verzocht hun aanvraag binnen de acht dagen naar het vermelde adres op te sturen. Deze termijn begint te lopen de dag die volgt op de datum waarop de rondzendbrief werd verstuurd.

Artikel 114. Voor elke te begeven betrekking worden de leden van het technisch personeel die hun aanvraag voor overplaatsing regelmatig hebben ingediend en die de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt volgens de dienstanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap die verworven is op 1 september van het jaar van het lopende dienstjaar.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt voorrang gegeven aan het lid van het technisch personeel dat op de vastgestelde datum de grootste ambtsanciënniteit telt in de centra van de Franse Gemeenschap.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt voorrang gegeven aan het oudste personeelslid.

Artikel 115. § 1. Voor de berekening van de bij artikel 114 bedoelde dienstanciënniteit :

1. worden in aanmerking genomen, al de diensten die het lid van het technisch personeel heeft gepresteerd in welke hoedanigheid ook, in de centra van de Franse Gemeenschap in een ambt van het technisch personeel;

2. is de duur van deze diensten gepresteerd in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak gelijk aan het aantal gepresteerde dagen die opgeteld worden vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken periodes van dienstactiviteit, met inbegrip van al de afwezigheden die gelijkgesteld zijn met een periode van dienstactiviteit, die in deze ononderbroken periodes van dienstactiviteit zijn vervat;

3. worden eveneens in aanmerking genomen :

a) de afwezigheden als tijdelijk lid van het technisch personeel die bekomen werden overeenkomstig artikel 170 van dit besluit, indien zij in de periodes van ononderbroken activiteit vallen;

b) de periodes waarin het personeelslid in beschikbaarheid werd gesteld bij ontstentenis van betrekking of in beschikbaarheid wegens ziekte;

4. vormen dertig dagen een maand;

5. komen de effectieve diensten verworven in een ambt met onvolledige dagtaak die ten minste de helft van de prestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, op dezelfde wijze in aanmerking als de diensten die in een ambt met volledige dagtaak werd verworven. Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dagtaak, die minder dan de helft van de prestaties omvat die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, wordt met de helft ingekort.

§ 2. Voor de berekening van de bij artikel 114 bedoelde ambtsanciënniteit :

1. worden in aanmerking genomen, al de diensten die het technisch personeelslid heeft bewezen in welke hoedanigheid ook, in de centra van de Franse Gemeenschap in het ambt waarvoor de betrekking te begeven is;

2. zijn de bepalingen van § 1. 2 tot 5 van toepassing.

Artikel 116. De Minister kent bij overplaatsing elke definitief vacante betrekking van het ambt toe waarin hij in vast verband benoemd is aan het lid van het technisch personeel dat een eerste plaats bekleedt in de bij artikel 114 bedoelde rangschikking, rekening houdend met de voorkeur die werd geuit overeenkomstig de bepalingen van artikel 111.

De Minister mag afwijken van de regel van lid 1 wat de overplaatsing in een bevorderingsambt betreft. In dat geval formuleert de Minister zijn beslissing door de redenen weer aan te halen die deze beslissing verantwoorden.

De beslissingen inzake overplaatsing hebben uitwerking met ingang van 1 september 2002. »

§ 3. In datzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikel 117, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993;

2° afdeling 5, waarin de artikelen 118 tot 128 begrepen zijn, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 29 april 1999;

3° afdeling 6, waarin begrepen artikel 129, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996.

Art. 5. In artikel 183, § 3, van datzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, worden de woorden "in een vacante betrekking" vervangen door de woorden "in een definitief of tijdelijk vacante betrekking".

Art. 6. In artikel 183 ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt opgeheven;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De bepalingen van artikel 115 zijn van toepassing voor de berekening van de dienstanciënniteit en de ambtsanciënniteit bedoeld bij de §§ 1 en 2.

De anciënniteit wordt vastgesteld op de datum waarop de indisponibiliteitstelling wordt uitgesproken. »

Art. 7. In artikel 184, lid 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "op zijn activiteitswedde" vervangen door de woorden "op zijn laatste activiteitswedde".

HOOFDSTUK II. - Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 8. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1994 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De vast benoemde of de stagedoende personeelsleden, onderworpen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs vallen onder de hierna bepaalde regeling van het jaarlijks vakantieverlof :

a) Verlof Allerheiligen : van maandag 29 oktober 2001 tot en met vrijdag 2 november 2001;

b) Kerstvakantie : van maandag 24 december 2001 tot en met vrijdag 4 januari 2002;

c) Carnavalverlof : van maandag 11 februari 2002 tot en met vrijdag 15 februari 2002;

d) Paasvakantie : van maandag 1 april 2002 tot en met vrijdag 12 april 2002;

e) Zomervakantie : de periodes van de zomervakantie worden als volgt vastgesteld, rekening houdend met het feit dat tijdens bedoelde vakantie, de psycho-medisch-sociale centra verplicht zijn voor de jongeren en de families de functie of opdracht van raadgever inzake school- en beroepsoriëntering te verzekeren, door middel van permanente dienstwaarnemingen die klaar en duidelijk aan de consultants moeten worden medegedeeld :

— voor de directeurs en de leden van de inspectiedienst : van 6 juli 2002 tot en met 15 augustus 2002;

— voor de andere personeelsleden : ofwel van 1 juli 2002 tot en met 16 augustus 2002, ofwel van 8 juli 2002 tot en met 23 augustus 2002;

f) Allerlei verlofdagen :

— de zaterdagen en de zondagen;

— 27 september;

— 1, 2 en 11 november;

— Paasmaandag;

— 1 mei;

— Hemelvaart;

— Pinkstermaandag. »

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001 en houdt op uitwerking te hebben op 31 augustus 2002.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Statuten van het onderwijspersoneel behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE